

de créer la meilleure atmosphère à la conférence au sommet.

Sachant que le ministre a un grand souci...

Des voix: La question!

M. Herridge: J'arrive à la question... de l'exactitude, qu'il me soit permis de dire que ma question...

Une voix: Posez-la donc!

M. Herridge: ...il y a quelque temps le *Globe and Mail* a signalé que le premier ministre avait été l'initiateur du programme d'aide à l'Afrique grâce à l'établissement d'un fonds du Commonwealth. A-t-on signalé au ministre qu'il est dit dans le *Globe and Mail* de ce matin que le programme...

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député a eu le temps de poser plusieurs questions. Pourrait-il en venir maintenant au fait et poser sa question?

M. Herridge: Je la posais justement. Vu qu'on avait rapporté tout d'abord que c'était le premier ministre du Canada qui avait conçu l'idée du programme d'aide à l'Afrique et que le *Globe and Mail* dit aujourd'hui que c'est M. Nkrumah qui en est l'auteur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre de quel côté se trouve la vérité?

L'hon. M. Green: Le député n'essaie sans doute pas d'enlever du mérite au Canada.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Puis-je poser une question supplémentaire? N'est-il pas exact que la proposition de créer une caisse pour venir en aide à l'Afrique n'a pas été faite par le premier ministre du Canada, mais par le premier ministre du Ghana?

L'hon. M. Green: Je suis étonné que le député essaie d'en enlever le mérite au Canada.

M. Argue: Le ministre se rend-il compte que j'ai proposé la chose le 9 mars?

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LE CHÔMAGE—PROJET D'ENQUÊTE PAR UN COMITÉ MIXTE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): J'aimerais demander au ministre du Travail si, en raison des dispositions envisagées à l'autre endroit, le gouvernement songerait à inviter la Chambre à se joindre à l'autre endroit pour instituer une enquête ayant pour but d'explorer les possibilités d'établir et de maintenir un niveau élevé d'embauche de façon,—j'interprète les choses à ma façon,—à réduire le chômage?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Il est arrivé de temps à autre dans le passé que des comités soient institutés à l'autre

endroit pour étudier d'autres questions et, dans la plupart des cas, ils ont rendu de grands services. C'est de sa propre initiative que l'autre endroit a établi ce comité. J'estime que les honorables sénateurs vont examiner la question sans parti pris et qu'ils accompliront du beau travail. Je suis donc d'avis que les choses devraient rester telles quelles.

L'hon. M. Pickersgill: Une question complémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que l'honorable député s'enquiert d'une question d'administration et ne cherche pas à se renseigner. Il demande au gouvernement de faire une déclaration de principe au sujet de l'étude de cette question.

L'hon. M. Pickersgill: J'en appelle au Règlement. Je ne demandais aucune déclaration de principe au ministre, je lui demandais si le gouvernement inviterait la Chambre à participer à une enquête. Autre question: croit-il que les représentants élus du peuple aborderont cette question avec partialité?

Une voix: Vous, oui!

M. l'Orateur: Voilà encore une de ces questions qui affirme au lieu d'interroger. J'autoriserai une réponse si le ministre peut donner à pareille question une réponse limitée aux faits.

L'hon. M. Starr: Je n'ai rien laissé entendre de tel, mais évidemment la conscience du député de Bonavista-Twillingate doit lui faire des reproches à ce sujet.

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS—DEMANDE DE RÉVISION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais savoir du ministre de la Justice s'il examinera encore une fois les modifications envisagées du bill C-58, qui se rapporte à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, afin de déterminer si les changements envisagés sont incomplets. Dans le cas de l'affirmative, voudra-t-il retirer le bill et le présenter encore une fois?

M. l'Orateur: Le bon moment pour traiter une question inscrite au *Feuilleton* est sans doute celui où on en fait l'appel.

LES FINANCES

DEMANDE D'AIDE AUX MUNICIPALITÉS EN CE QUI CONCERNE L'ASSISTANCE-CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): J'aimerais demander au ministre des Finances de nous dire si l'on songe à accorder une aide